

ORDRE DU JOUR

I - Tirage au sort des jurés d'assises

II - Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 09 avril 2019

III - COMMISSION DES FINANCES

022/2019 - Décision modificative n°1 – Budget principal

023/2019 - Décision modificative n°1 – complexe touristique

024/2019 - Subvention au budget annexe du complexe touristique

025/2019 - Rapport du service public délégué du casino

026/2019 - Acceptation du legs de Mme Marthe Epalle née Pitous

027/2019 - Subvention exceptionnelle pour l'ARAC

IV - COMMISSION TRAVAUX-URBANISME-ENVIRONNEMENT

028/2019 - Elargissement de chemin rural – Acquisitions

029/2019 - Acquisition d'une bande de terrain au lieu-dit « Le Lanin »

030/2019 - Convention de servitude amiable avec le SDEE 47

031/2019 - Evolution du périmètre : approbation du transfert de la compétence « assainissement collectif » de la commune de Calonges au syndicat Eau 47 à compter du 1^{er} juillet 2019

032/2019 - Site patrimonial remarquable- demande de délégation de compétence

033/2019 - Opposition au transfert à la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne des compétences eau potable et assainissement des eaux usées

034/2019 - Désaffectation et déclassement du domaine public à effet rétroactif de la parcelle cadastrée Section A numéro 229 (aujourd'hui cadastrée section AP numéros 81 et 83)

V- COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES

035/2019 - Subvention exceptionnelle pour l'association CFM radio

036/2019 - Subvention exceptionnelle pour l'association Ciné 2000

VI - COMMISSION EDUCATION – ENFANCE – JEUNESSE

037/2019 - Financement par la commune de l'opération « école et cinéma »

038/2019 - Subvention exceptionnelle pour l'école maternelle Jean de La Fontaine

VII - COMMISSION SPORT - LOISIRS

039/2019 - Subvention de fonctionnement pour le football club

040/2019 - Subvention exceptionnelle pour l'association Castel O nage

041/2019 - Subvention exceptionnelle pour l'association sportive du golf de Casteljaloux

042/2019 - Subvention exceptionnelle UNSS pour les championnats inter-académiques de rugby

043/2019 - Subvention exceptionnelle pour l'association Western dance

VIII – COMMISSION SENIORS

044/2019 - Subvention exceptionnelle pour l'association loisirs en pays d'Albret

IX - AFFAIRES GENERALES

045/2019 - Sécurité publique - Demande de subvention au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIDPR)

046/2019 - Protocole « Participation citoyenne »

047/2019 - Adoption de la Charte Informatique de la collectivité

048/2019 - Création de postes suite aux avancements de grade 2019 du personnel communal

049/2019 - Décisions prises par délégation du Conseil municipal

X – QUESTIONS DIVERSES

PROCES-VERBAL DE SÉANCE DU 26 JUIN 2019

Le vingt-six juin deux mille dix-neuf, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. BOLDINI, Mme FRAUCIEL, M. DOUCET, Mme DA COSTA FREITAS, M. DUCASSE, M. PHILIPPE, Mme ABADIA, M. REMAUT, Mme COSTA, M. LANZUTTI, Mme GIRARD, Mme MULET, Mme ZANETTE, M. TERMES, Mme TAUZIN, Mme COULON, Mme VIDAL.

Absents ayant donné pouvoir : Mme CASTAGNET a donné pouvoir à M. BOLDINI, M. GERBEAU a donné pouvoir à M. DUCASSE, M. FAURICHON DE LA BARDONNIE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. SANS a donné pouvoir à M. PHILIPPE, M. BELLOC a donné pouvoir à Mme VIDAL.

Absent : M. LAMBROT

Secrétaire de séance : Monsieur BOLDINI Jean-Baptiste.

Madame le Maire procède à l'appel.

Madame le Maire présente les trois gendarmes venus exposer le projet de « participation citoyenne », à savoir le capitaine Dos Santos, l'adjudant chef Le Cadre et l'adjudant chef Claverie. Elle propose d'aborder ce dossier en premier afin de pouvoir libérer les gendarmes.

Elle explique qu'elle a engagé un plan d'amélioration de la sécurité depuis deux ans pour lutter contre les incivilités et les actes de délinquance. Elle rappelle que le Maire dispose de pouvoirs limités en la matière et n'a pas le droit, par exemple, d'expulser des personnes de la commune, contrairement à ce qu'elle entend parfois. Madame le Maire a commencé par rencontrer madame le Procureur pour lui faire part des difficultés qu'elle rencontrait à l'égard de délinquants. Des bâtiments publics ont été placés sous vidéo-surveillance. Une réflexion pour installer la vidéo-surveillance sur le domaine public a été lancée et c'est l'objet d'un rapport de ce Conseil municipal. Les effectifs de police municipale de l'été ont été augmentés. Une réflexion pour l'engagement d'un maître-chien exerçant des rondes de nuit est engagée. Ces initiatives commencent à payer.

L'objet est de signer un protocole de partenariat avec la gendarmerie pour renforcer ce dispositif de sécurité. Madame le Maire cède ensuite la parole au capitaine Dos Santos.

Le capitaine remercie le Conseil municipal de son accueil. Il explique que l'objet du protocole de « participation citoyenne » consiste à renforcer les liens entre la gendarmerie et la population.

L'adjudant chef Le Cadre présente ensuite le dispositif. Il explique en premier lieu qu'il s'agit d'un dispositif gratuit, qui vise à renforcer les liens entre les gendarmes et les habitants. La lutte contre les cambriolages en constitue le but principal. Dans le cadre de ce dispositif, les gendarmes tiennent des réunions publiques dans lesquelles ils prodiguent des conseils à la population. L'adjudant chef Le Cadre fait savoir que l'adjudant chef Claverie lui avait fait part des très bonnes relations qu'il entretenait avec la police municipale. Aujourd'hui, les gendarmes n'ont plus le temps de s'arrêter chez les habitants, c'est pourquoi il est crucial de renforcer les liens avec la population. La réflexion a déjà été engagée avec madame le Maire. Cette nouvelle phase consiste à la mettre en application. Au cours des réunions publiques, il s'agira de présenter ce qu'est la gendarmerie d'aujourd'hui. Des réunions sur les comportements à adopter pour se prémunir contre les cambriolages ou tentatives d'escroquerie auront lieu avec les seniors, avec les associations, avec la population en général. L'adjudant chef Le Cadre rappelle que la sécurité est l'affaire de tous. A Foulayronnes, le dispositif « participation citoyenne » a permis de faire baisser les cambriolages de 70 % en 3 ans. D'autres communes se sont engagées dans ce dispositif : Tonneins a lancé le dispositif « voisins vigilants » et a également fait diminuer les cambriolages. L'idée consiste à inculquer de bons réflexes aux habitants et de les sensibiliser. Dans le cadre du dispositif, les gendarmes pourront aussi mener des audits de sécurité à la demande. Le dispositif « participation citoyenne » est en quelque sorte un process basé sur la signature d'une convention de partenariat. Il consiste aussi à désigner des personnes référentes dans la population, dignes de confiance et chargées de faire remonter des informations à la police municipale et à la gendarmerie. Il insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas de faire de la délation. Il cite l'exemple de la vidéo-surveillance de la voie publique. Il ne s'agit pas d'une intrusion ayant pour objet de surveiller les habitants mais d'un contrôle des flux. De nombreuses communes du département se sont lancées dans ce dispositif : Marmande, Sainte-Bazille, Virazeil, Seyches, Tonneins, Miramont de Guyenne, etc. Il appartiendra à la municipalité de proposer des personnes référentes.

L'adjudant chef Claverie explique qu'être vigilant ne signifie pas espionner. Le dispositif permet en outre de hiérarchiser les interventions et de savoir qui fait quoi.

Madame le Maire remercie les intervenants et demande s'il y a des questions ou observations.

Madame Coulon explique qu'elle reçoit beaucoup de démarchages commerciaux par téléphone et explique qu'il s'agit pour elle d'une intrusion.

L'adjudant chef Le Cadre explique qu'il s'agit là d'algorithmes qui sélectionnent des numéros. Il rappelle que les réseaux sociaux sont également matière à intrusion dans les vies privées. Les plus jeunes en sont souvent victimes, ce qui l'amène à intervenir régulièrement dans les écoles et collèges.

Madame Vidal demande pourquoi l'école Samazeuilh est davantage mise en avant en matière de sécurité que les autres écoles.

Madame le Maire explique qu'il s'agit d'un autre rapport et qu'elle y reviendra. Pour conclure, elle rappelle que le protocole « participation citoyenne » est évolutif.

Madame le Maire soumet le rapport suivant au vote :

Objet : N° 046/2019 – Protocole « Participation citoyenne ».

« Dans le cadre des actions pour améliorer la sécurité des habitants et de la lutte contre les actes d'incivilités ou de délinquance, je vous propose de signer avec madame le Préfet de Lot-et-Garonne et le groupement de gendarmerie départementale un protocole de « Participation citoyenne ».

L'objectif de ce dispositif est de rassurer la population et d'améliorer la réactivité de la gendarmerie contre la délinquance d'appropriation (vols et cambriolages).

La démarche consiste à créer un réseau de voisinage formé d'une ou plusieurs chaînes de vigilances créées autour d'habitants d'une même rue, d'un même immeuble ou d'un même quartier. Ces habitants sont chargés d'alerter la gendarmerie de tout événement suspect ou de tout fait de nature à troubler la sécurité des personnes et des biens. Le protocole précise que le dispositif n'a pas vocation à se substituer à la gendarmerie, ce qui exclut toute patrouille ou intervention. Ils ont un rôle de relais. Ils sont par ailleurs associés à l'action de prévention des cambriolages intitulée « opération tranquillité vacances ». On trouve dans le cadre de ce protocole la mise en œuvre de l'opération voisins « vigilants », avec la pose d'une signalétique souvent dissuasive pour les cambrioleurs.

L'intégralité du dispositif est détaillée dans le projet de protocole joint en annexe.

Si le conseil municipal est d'accord, Madame le Maire propose d'adopter ce protocole.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'adopter le protocole « participation citoyenne » joint en annexe,
- d'autoriser madame le Maire à signer ce protocole avec madame le Préfet et le représentant du groupement de gendarmerie départementale. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Madame le Maire remercie les gendarmes d'avoir été présents, malgré le Garorock qui mobilise fortement les forces de sécurité.

I- Tirage au sort des jurés d'assises :

Madame le Maire fait procéder au tirage au sort des jurés d'assises.

Les personnes suivantes sont tirées au sort :

- ZALDIVAR Marie Madeleine, 9 rue du Haut Castel
- FITON Alice, lieu-dit Pech Enbat
- LATASTE Chiara, 15A rue du Milieu
- BOUTY Agnès, route de Beauziac lieu-dit Mangane
- REGNIER Hugues, 15 avenue de la Libération
- BONNET Josiane, résidence Taridon CA n°35
- PAIOLA Claudette, 12 rue du Turon
- COSTA Hervé, 4 résidence du Pré Charmant
- PRADIE Christianne, 86 avenue Joseph Turroques
- FALCK Andréa, lieu-dit Le Prince
- DA SILVA Benjamin, 190 chemin de Bayle
- LABARCHEDE Mathieu, rue des Abeilles

II- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 09 avril 2019 :

Le procès-verbal du Conseil municipal du 09 avril 2019 est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

III - COMMISSION DES FINANCES :

Objet : N° 022/2019 – Décision modificative n°1.

Monsieur Boldini présente le rapport suivant :

COMMUNE BUDGET PRINCIPAL :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
<i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
2031 (20) : Frais d'études - 311	8 000,00	021 (021) : Virement de la section de fonctionnement - 01	173 300,00
2041512 (204) : Bâtiments et installations - 811 - 201702	300,00		
2041642 (204) : Bâtiments et installations - 95	95 000,00		
21534 (21) : Réseaux d'électrification - 822	35 000,00		
21538 (21) : Autres réseaux - 811	35 000,00		
Total dépenses :	173 300,00	Total recettes :	173 300,00

FONCTIONNEMENT

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
<i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
023 (023) : Virement à la section d'investissement - 01	173 300,00	7364 (73) : Prélèvement sur les produits des jeux - 020	173 300,00
60632 (011) : Fournitures de petit équipement - 810	-12 324,00		
60633 (011) : Fournitures de voirie - 822	-760,49		
61551 (011) : Matériel roulant - 810	-7 000,00		
6574 (65) : Subv.fonct.aux asso.&autres pers. de droits privé - 025	7 000,00		
6574 (65) : Subv.fonct.aux asso.&autres pers. de droits privé - 025	760,49		
6745 (67) : Subventions aux personnes de droit privé - 025	12 324,00		
Total dépenses :	173 300,00	Total recettes :	173 300,00
Total Dépenses :	346 600,00	Total Recettes	346 600,00

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'adopter la décision modificative.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 023/2019 – Décision modificative n°1

Monsieur Boldini présente le rapport suivant :

COMPLEXE TOURISTIQUE :

INVESTISSEMENT

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>
2128 (21) : Autres terrains	71 000,00	1314 (13) : Communes	95 000,00
2153 (21) : Installations à caractère spécifique	20 000,00		
2188 (21) : Autres	4 000,00		
Total dépenses :	95 000,00	Total recettes :	95 000,00
Total Dépenses	95 000,00	Total Recettes	95 000,00

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'adopter la décision modificative.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 024/2019 – Subvention au budget annexe du complexe touristique.

Monsieur Boldini présente le rapport suivant :

« Un marché pour la création d'une seconde plage au Lac de Clarens a été lancé pour un montant global de 201 205.60 euros.

Toutefois, le budget annexe du complexe touristique ne peut financer l'intégralité de la dépense et assurer son équilibre sans une augmentation excessive des tarifs, compromettant ainsi l'exploitation du site.

Aussi, Madame le Maire propose de voter une subvention de 95 000.00 euros du budget général au budget annexe du complexe touristique, afin d'équilibrer le budget 2019.

Au budget annexe du complexe touristique, la recette sera inscrite au compte 1314 subvention d'équipement commune pour la somme de 95 000.00 euros.

Au budget principal, la dépense sera inscrite au compte 2041642 subvention d'équipement versée pour la somme de 95 000.00 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L.2224-2 du code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de constater que ces dépenses ne pourraient être financées sans une augmentation excessive des tarifs aux usagers.
- de verser une participation de 95 000.00 euros du budget général au budget annexe du complexe touristique,
- d'inscrire cette participation en recette du budget annexe susvisé à l'article 2041642. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 025/2019 – Rapport du service public délégué du casino.

Madame CASTILLO présente le rapport suivant :

« L'article L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales dispose que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public ».

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Dans ce cadre, Madame le Maire propose d'examiner le rapport sur la délégation de service public du casino.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L.1411-3 du CGCT,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal prend acte du rapport annuel du délégataire du casino de Casteljaloux. »

Madame le Maire demande si le rapport d'activité du casino soulève des questions

Madame Vidal a le sentiment qu'il est plus détaillé que l'année précédente

Madame le Maire répond que c'est possible

L'assemblée prend acte du rapport.

Objet : N° 026/2019 – Acceptation du legs de Mme Epalle née « Pitous ».

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Par courrier du 3 juin 2019, l'étude notariale Anne-Laure Anglade, sise place José Bès à Casteljaloux, a informé la commune que madame Marthe Epalle, décédée le 8 janvier 2019, avait souhaité instituer, par testament olographe du 5 mars 2010, la commune comme légataire d'une somme de 50 000 euros.

Ce legs est assorti d'une condition, celle pour la commune d'entretenir son caveau de famille.

Madame le Maire vous propose d'accepter ce legs et cette condition.

Vu l'article L. 2242-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu le courrier de l'étude notariale Anne-Laure Anglade,

Considérant que le legs de madame Epalle n'est grevé d'aucune charge excessive pour la commune,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'accepter le legs de 50 000 euros de madame Epalle, à charge pour la commune d'assurer l'entretien du caveau de famille,
- d'autoriser madame le Maire à entreprendre les démarches nécessaires auprès de l'étude notariale en charge du règlement de la succession de madame Epalle et à signer tous les actes afférents à l'acceptation de ce legs. »

Madame le Maire précise que madame Epalle a également fait un legs à l'hôpital local. Elle souhaite ensuite soumettre un projet à la réflexion des élus. La commune réalise de nombreuses actions en direction des seniors. Elle propose de consacrer le legs de madame Epalle à un projet pour les jeunes : la création d'un city stade. Il s'agit d'une zone multisport (basket, handball, football, etc.) urbaine fermée. Le coût d'un city stade rentrerait dans l'enveloppe des 50 000 euros.

Madame Coulon demande si la commune n'aura pas de droits de succession à régler.

Madame le Maire répond par la négative.

Monsieur Doucet demande si l'on a une idée d'emplacement.

Madame le Maire répond qu'elle n'a pas encore réfléchi à ce point précis.

Monsieur Boldini considère qu'il s'agit d'une bonne idée et que le futur city stade pourrait être baptisé du nom de madame Epalle.

Monsieur Ducasse précise qu'il existe un équipement de ce type à Pompogne et certains jeunes de Casteljaloux s'y rendent.

Madame le Maire ajoute que cet équipement complèterait tous les autres.

Monsieur Ducasse fait valoir qu'il s'agit surtout d'un accès libre. Cet espace serait ouvert à tous, sans être forcément détenteur d'une licence de club. Les jeunes ne sont pas forcément tous inscrits à un club.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Objet : N° 027/2019 – Demande de subvention exceptionnelle pour l'ARAC.

Monsieur Boldini présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie d'une demande de subvention exceptionnelle pour participer au financement d'un nouveau drapeau pour l'association républicaine des anciens combattants (ARAC). Le drapeau de l'association est ancien et dégradé.

Le montant d'acquisition d'un nouveau drapeau s'élève à 1 074 euros TTC.

L'association participe au financement à hauteur de 300 euros.

Madame le Maire vous propose de voter une subvention exceptionnelle de 774 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'octroyer à l'ARAC une subvention exceptionnelle de 774 euros pour l'acquisition d'un nouveau drapeau tricolore. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

IV - COMMISSION TRAVAUX-URBANISME-ENVIRONNEMENT :

Objet : N° 028/2019 – Elargissement de chemin rural - Acquisitions

Monsieur DOUCET présente le rapport suivant :

« L'implantation prochaine de nouvelles constructions aux lieux-dits « Prince » et « Pech Enbat » nécessite l'élargissement du chemin rural conformément au document ci-joint.

Aujourd'hui, les cessions gratuites ne peuvent plus être mises en œuvre. En effet, cette procédure devenue inconstitutionnelle, les terrains doivent donc être achetés par la commune aux propriétaires suivants :

- M. DUSTRIT Thierry, parcelle cadastrée G n° 785p, d'une contenance totale de 105 m²,
- M. FALCK Bertrand, parcelle cadastrée section G n° 702p, d'une contenance de 26 m²,
- Indivision DURON, parcelle cadastrée section G n° 9p, d'une contenance de 244 m²,
- M. BODEK Olivier et M. et Mme PESSIONE Marc et Claude, parcelle cadastrée section G n° 787p, d'une contenance de 260 m²,

Ces parcelles inconstructibles de par leur nature et leur destination, leurs acquisitions seraient réalisées au prix de 1 € et incorporées au domaine communal, entérinées par un acte notarié dont les frais seraient supportés par la commune.

Vu les articles L.112-1 et suivants du code de la voirie routière,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'élargir le chemin rural en acquérant les terrains référencés ci-dessus auprès des différents propriétaires,
- d'entériner la proposition faite au prix d'achat de 1 euro,
- de les incorporer au domaine communal,
- d'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire. »

Monsieur LANZUTTI évoque le recul de 75 mètres lié à la présence d'une voie à grande circulation, ce que confirme Madame le Maire.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Objet : N° 029/2019 – Acquisition d'une bande de terrain au lieu-dit « Le Lanin »

Monsieur DOUCET présente le rapport suivant :

« Préalablement à la vente d'un terrain à bâtir au lieu-dit « Le Lanin », l'indivision DAY-SALVY a sollicité la Commune pour son alignement au droit de la voirie communale.

Au vu du document de bornage joint en annexe, la Commune propose d'acquérir la bande de terrain, cadastrée section C n° 1091, d'une contenance de 69 m², relevant l'intérêt d'améliorer les conditions de circulation de la voirie communale et de visibilité en bordure de la route départementale 11 (route de Damazan).

Cette parcelle de terrain de surface modeste, devenant inconstructible de par sa nature et sa destination, serait réalisée au prix d'un euro et incorporée au domaine public communal.

Les frais de notaire seraient à la charge de la Commune.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu les articles L.112-1 et suivants du code de la voirie routière,

Considérant l'intérêt d'améliorer les conditions de circulation et de visibilité au lieu-dit « Le Lanin »,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'acquérir le terrain, cadastré section C n° 1091, d'une superficie de 69 m², auprès de l'indivision DAY-SALVY,

- d’entériner la proposition faite au prix d’achat d’un euro,
- de l’incorporer au domaine public communal,
- d’autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l’unanimité

Objet : N° 030/2019 – Convention de servitude amiable avec le SDEE 47.

Monsieur DOUCET présente le rapport suivant :

« Le SDEE 47 doit réaliser des travaux sur le réseau de distribution public d’électricité sur la base de loisirs afin d’alimenter en électricité les équipements qui seront installés sur la deuxième plage du lac de Clarens.

Le réseau électrique empruntera la propriété de la commune cadastrée section K numéros 593-634 et section E numéro 75. Une convention de servitude entre le SDEE 47 et la commune doit donc être signée.

Il convient donc d’autoriser Madame le Maire à signer cette convention.

Madame le Maire propose d’adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d’autoriser madame le Maire à signer avec le SDEE 47 une convention de servitude amiable, pour la construction d’une ligne de distribution électrique souterrain sur les parcelles communales cadastrées section K numéros 593-634 et section E numéro 75. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l’unanimité.

Objet : N° 031/2019 – Evolution du périmètre : approbation du transfert des la compétence « assainissement collectif » de la commune de Calonges au syndicat Eau47 à compter du 1^{er} juillet 2019.

Monsieur DOUCET présente le rapport suivant :

« La décision du Comité syndical Eau 47 du 28 mars 2019 a entériné le transfert de la compétence assainissement collectif de Calonges au syndicat.

Conformément aux articles L5211-18 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, toute modification du périmètre et/ou des statuts d'un syndicat doit être prononcée par arrêté préfectoral et est subordonnée à l'accord de chacune des collectivités membres à la majorité qualifiée.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette évolution de périmètre et d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L5211-18 et L5211-20 concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des EPCI, rendus applicables aux syndicats mixtes fermés par renvoi opéré de l'article L5711-1 du même code,

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°47-2018-12-28-007 et n°82-2018-12-21-003 du 28 décembre 2018 portant actualisation des compétences transférées au syndicat Eau 47 au 1^{er} janvier 2019 et de ses statuts,

Vu la délibération de la commune de Calonges du 8 mars 2019 sollicitant le transfert de compétence assainissement collectif à compter du 1^{er} juillet 2019,

Vu la délibération du syndicat Eau 47 n°19 _054_C du 28 mars 2109 approuvant l'évolution du périmètre et l'actualisation des compétences transférées à compter du 1^{er} juillet 2019,

Considérant que le syndicat Eau 47 a consulté l'ensemble de ses membres par courrier du 29 mars 2019,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de donner son accord pour l'élargissement du territoire syndical d'Eau 47 dans le cadre de l'article 2-1 de ses statuts, à compter du 1^{er} juillet 2019, à la commune de Calonges,
- de donner son accord pour les transferts de compétences « assainissement collectif » par la collectivité dans le cadre de l'article 2-2 de ses statuts, à compter du 1^{er} juillet 2019,
- de valider les statuts du syndicat Eau 47 à effet du 1^{er} juillet 2019,
- de donner pouvoir à Madame le Maire pour signer la présente délibération et toute pièce s'y rattachant. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 032/2019 – Site patrimonial remarquable – demande de délégation de compétence.

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Par décision du 14 décembre 2014, la commune a approuvé l'ajout au bloc de compétences obligatoires « aménagement de l'espace » de la compétence supplémentaire « élaboration, approbation, modification et révision du plan local d'urbanisme intercommunal sur l'ensemble du territoire ».

La question de savoir si cette prise de compétence emportait également le transfert de compétence en matière d'élaboration du site patrimonial remarquable (SPR), anciennement AVAP (aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) lancée en 2011 s'est posée.

En effet, le SPR constituant une « simple » servitude d'utilité publique, certaines collectivités et interprètes de la règle en ont conclu que le transfert de compétences en matière d'élaboration, d'approbation, de modification et de révision de documents d'urbanisme n'impliquait pas transfert de la procédure d'élaboration d'un SPR.

Par ailleurs, les mesures transitoires incluses dans la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (loi LCAP) prévoyant que les projets d'AVAP mis à l'étude avant la date de publication de la loi sont instruits puis approuvés conformément aux articles L642-1 à L642-10 du code du patrimoine, dans leur rédaction antérieure à la loi, ont été analysés par d'autres collectivités comme une possibilité de mener seules à terme la procédure sans autre formalisme.

Pour d'autres collectivités et interprètes, le transfert de compétences en matière de documents d'urbanisme entraîne bien transfert de l'élaboration du SPR.

C'est en faveur de cette dernière interprétation que les services de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ont fini par trancher.

En conséquence, il revient de droit à la communauté de communes d'achever le SPR de Casteljaloux.

Toutefois, le dossier est aujourd'hui avancé et toute la procédure a été conduite par la commune.

De plus, aucune autre commune du territoire n'ayant engagé ce type de procédure, le SPR ne constitue pas un enjeu partagé par l'ensemble du territoire de la communauté.

Par conséquent, Madame le Maire propose que la commune mène à son terme la procédure en sollicitant de la communauté de communes la délégation de la procédure, comme le permet l'article L631-4 du code du patrimoine. Il reviendra ensuite à la communauté de communes d'annexer le SPR au plan local d'urbanisme.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code du patrimoine et notamment l'article L631-4,

Vu les statuts de la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne,

Considérant la volonté de la commune de mener à terme la procédure d'élaboration de son SPR,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de solliciter après de la Communauté de communes la délégation de la compétence « élaboration, révision et modification du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine » au profit de la commune de Casteljaloux,
- d'autoriser Madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 033/2019 – Opposition au transfert à la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne des compétences eau potable et assainissement des eaux usées.

« Madame le Maire présente le rapport suivant :

Madame le Maire rappelle que la loi du 7 août 2015 dite « loi NOTRe » prévoyait le transfert obligatoire aux communautés de communes des compétences eau potable et assainissement, au 1er janvier 2020.

La loi du 3 août 2018 est venue assouplir ce dispositif de transfert obligatoire de compétences en prévoyant :

- d'une part, que les communes membres d'une communauté de communes peuvent s'opposer au transfert des compétences eau potable et/ou assainissement des eaux usées au 1er janvier 2020, dans la mesure où, avant le 1er juillet 2019, au moins 25% des communes membres de cette communauté représentant au moins 20% de la population totale de celle-ci s'opposent au transfert de ces compétences, par délibération rendue exécutoire avant cette date.

Les communes peuvent s'opposer au transfert de ces deux compétences ou de l'une d'entre elles.

Dans la mesure où une telle minorité de blocage serait réunie, le transfert obligatoire de ces compétences sera reporté au 1er janvier 2026, au plus tard.

- et, d'autre part, que la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » n'est pas rattachée à la compétence « assainissement » et demeurera une compétence facultative des communautés de communes.

Afin d'éviter le transfert automatique de la compétence eau potable et de la compétence assainissement des eaux usées au 1er janvier 2020 à la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne, ses communes membres doivent donc matérialiser avant le 1er juillet 2019 une minorité de blocage permettant le report, au plus tard au 1er janvier 2026, du transfert de ces compétences.

A cette fin, au moins 25% des communes membres de cette communauté représentant au moins 20% de la population totale de celle-ci doivent, par délibération rendue exécutoire avant le 1er juillet 2019, s'opposer au transfert de ces compétences.

A la demande de la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, se prononcer contre le transfert des compétences eau potable et assainissement des eaux usées.

Madame le Maire propose donc d'adopter la délibération suivante :

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 64 ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5214-16 ;

Vu les statuts de la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de s'opposer au transfert automatique à la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne au 1er janvier 2020 de la compétence eau potable, au sens de l'article L.2224-7 I du CGCT, et de la compétence assainissement des eaux usées, au sens de l'article L.2224-8 du CGCT
- d'autoriser Madame le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 034/2019 – Désaffectation et déclassement du domaine public, à effet rétroactif de la parcelle cadastrée Section A numéro 229 (aujourd'hui cadastrée section AP numéros 81 et 83)

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Suivant la délibération du 9 juin 1989, la commune de Casteljaloux a vendu à la société « l'Avance », société civile, dont le siège social était à Casteljaloux (47700), lieu-dit Lanes, la parcelle cadastrée section A numéro 229, correspondant alors à l'emprise de l'abattoir municipal.

Avant d'autoriser Madame le Maire à signer l'acte de vente devant être établi par la Commune de Casteljaloux au profit de la société L'Avance, la parcelle aurait dû être désaffectée

et déclassée par délibération du Conseil municipal, car elle appartenait au domaine public de la commune et non à son domaine privé.

Afin de régulariser le dossier, il convient de faire application de l'article 12 de l'Ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 (publiée au JORF du 20 avril 2017), et de prononcer la désaffectation et le déclassement du domaine public de la parcelle située à Casteljaloux, cadastrée section A numéro 229 (aujourd'hui cadastrée section AP numéros 81 et 83), avec effet rétroactif au 9 juin 1989.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'Ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017,

Vu la délibération de la commune du 9 juin 1989,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de constater préalablement la désaffectation du domaine public de la parcelle située à CASTELJALOUX, cadastrée section A numéro 229 (aujourd'hui cadastrée section AP numéros 81 et 83), avec effet rétroactif au 09 juin 1989,
- d'approuver son déclassement du domaine public communal pour l'intégrer dans le domaine privé communal,
- de charger madame le Maire, et en conséquence, l'autoriser à effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tout document pour la mise en œuvre de la présente décision. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

V- COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES :

Objet : N° 035/2019 – Demande de subvention exceptionnelle de l'association CFM radio

Madame le Maire présente le rapport suivant pour Madame FRAUCIEL, victime d'une extinction de voix :

« La commune a été saisie par l'association CFM Radio d'une demande de subvention exceptionnelle de 2 000 euros pour l'organisation de la fête de la musique 2019.

Comme en 2018, CFM a proposé plusieurs concerts au jardin public pour célébrer cet événement. L'entrée était ouverte à tous et gratuite.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'attribuer à l'association CFM Radio une subvention exceptionnelle de 2 000 euros pour participer au financement de la fête de la musique 2019,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 036/2019 – Subvention exceptionnelle pour l'association Ciné 2000.

Madame le Maire présente le rapport suivant pour Madame FRAUCIEL :

« La commune a été saisie par l'association Ciné 2000 d'une demande de subvention exceptionnelle de 5 000 euros pour célébrer les 15 ans de la salle du cinéma municipal.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable pour une aide de 2 500 euros et de demander à Ciné 2000 de solliciter la communauté de communes à même hauteur.

Madame le Maire rappelle en effet que la commune verse déjà près de 30 000 euros de subventions par an, auxquels il convient d'ajouter la prise en charge directe de certaines dépenses de fonctionnement.

Par ailleurs, une partie importante de la clientèle du cinéma est issue de tout le territoire de la communauté de communes.

Enfin, la communauté de communes soutient déjà des projets d'animation culturelle : Staccato (association de promotion de la musique en milieu rural basée à Miramont de Guyenne), ou encore « dedans dehors » (association de promotion de l'art contemporain basée à Labastide Castel-Amouroux).

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'accorder à l'association Ciné 2000 une subvention exceptionnelle de 2 500 euros pour le financement des animations de célébration des 15 ans du cinéma,
- de demander à Ciné 2000 de solliciter la communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne à même hauteur. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Subvention exceptionnelle à Chœurs d'Avance :

Madame le Maire propose d'ajourner ce rapport car l'association n'a pas participé à la fête de la musique.

Objet : N° 037/2019 – Financement par la commune de l'opération « école et cinéma ».

Madame DA COSTA FREITAS présente le rapport suivant :

« « Ecole et cinéma » est une opération nationale qui a été initiée par le Ministère de l'Education Nationale. L'objectif est de former l'enfant spectateur par la découverte active de l'art cinématographique, en salle, à partir du visionnement d'œuvres du patrimoine et d'œuvres contemporaines.

Le dispositif prévoit la diffusion de trois films dans l'année scolaire 2019-2020. Les communes qui participent à l'opération doivent prendre en charge le coût des entrées, à raison de 7,50 € par élève par année scolaire (soit 2,50 € par film).

Quatre classes de l'école maternelle Jean de La Fontaine (représentant environ 100 élèves) et trois classes de l'école Jean-François Samazeuilh (représentant environ 80 élèves) souhaiteraient participer à cette opération.

Compte tenu de l'intérêt pédagogique que présente ce projet pour les élèves des écoles communales, Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande et de prendre en charge 100 % de la billetterie pour les 180 élèves qui seront concernés en 2019-2020, pour un montant total évaluatif de 1 350 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de participer à l'opération « école au cinéma » en 2019-2020 et de prendre en charge le prix d'entrée au cinéma des élèves de quatre classes de l'école Jean de La Fontaine et de trois classes de l'école Jean-François Samazeuilh, pour un montant évaluatif de 1350 euros,
- d'autoriser Madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 038/2019 – Subvention exceptionnelle pour l'école maternelle Jean de La Fontaine.

Madame DA COSTA FREITAS présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par l'école maternelle Jean de La Fontaine d'une demande de subvention exceptionnelle de 425 euros pour participer au financement de la sortie scolaire organisée par deux classes à Blanquefort le 23 mai 2019, pour le festival « Echappées belles ».

Le coût de la sortie et du transport s'est élevé à 850 euros. La coopérative de l'école participe à hauteur de 425 euros et les familles à hauteur de 250 euros (soit 5 euros par enfants).

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire prie d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'accorder à l'école maternelle Jean de La Fontaine une subvention exceptionnelle de 425 euros pour participer au financement de la sortie scolaire de deux classes au festival « Echappées belles » de Blanquefort qui s'est tenu le 23 mai 2019. »

Madame Da Costa Freitas précise que la communauté de communes ne participe plus au financement des transports des voyages scolaires des écoles maternelles, ce qui explique que l'école se tourne vers la commune. C'est aussi la raison pour laquelle la maternelle a abandonné l'apprentissage de la natation des enfants à la piscine de Marmande.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

VII - COMMISSION SPORT – LOISIRS :

Objet : N° 039/2019 – Subvention de fonctionnement pour le football club.

Monsieur DUCASSE présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par le football club d'une demande de subvention de fonctionnement de 7 000 euros.

Le club totalise 135 licenciés et 15 encadrants. Le budget annuel 2018 s'est élevé à environ 45 000 euros.

Madame Le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'attribuer au football club casteljalousain une subvention de fonctionnement 2019 de 7 000 euros. »

Monsieur DUCASSE rappelle que cette demande de subvention n'a pas été traitée en juin avec les autres car le dossier était incomplet.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

.

Objet : N° 040/2019 – Subvention exceptionnelle pour l'association Castel O Nage.

Monsieur DUCASSE présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par l'association Castel O Nage d'une demande de subvention exceptionnelle de 1 000 euros pour la célébration des cinquante ans de la piscine municipale.

A cette occasion aura lieu une compétition de natation niveau régional les 16, 17 et 18 août 2019.

Des animations et expositions photographiques seront également organisées.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'attribuer à l'association Castel O Nage une subvention exceptionnelle de 1 000 euros pour l'organisation des manifestations célébrant les 50 ans de la piscine municipale. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 041/2019 – Subvention exceptionnelle pour l'association sportive du golf de Casteljaloux

Monsieur DUCASSE présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par l'association sportive du golf de Casteljaloux d'une demande de subvention de 1 200 euros pour le grand prix de la ville de Casteljaloux qui se tiendra les 7 et 8 septembre prochains.

Cette épreuve se compose d'une compétition sur deux tours, avec deux séries dames et trois séries messieurs. 25 joueurs sont primés.

La dotation de 1 200 euros sollicitée sera intégralement redistribuée aux primés sous forme de bons d'achats dans les commerces de la ville qui participent à l'opération. La subvention municipale sera donc intégralement réinjectée dans l'économie locale.

La participation à cette manifestation est d'environ 80 joueurs. L'association sportive du golf de Casteljaloux compte quant à elle 226 licenciés en 2019, ce qui en fait une des plus importantes associations de la commune.

Madame le Maire propose de réserver un avis favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'accorder à l'association sportive du golf de Casteljalous une subvention de 1 200 euros pour le grand prix de la ville de Casteljalous, qui se déroulera les 7 et 8 septembre prochains. »

Monsieur DUCASSE précise que le trophée portera le nom de Patrick Arès.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 042/2019 – Subvention exceptionnelle UNSS pour les championnats inter-académiques de rugby.

Monsieur DUCASSE présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par le collègue Jean Rostand d'une demande de subvention exceptionnelle de 500 euros pour sa participation au championnat de France UNSS de rugby féminin qui s'est déroulé 5 au 7 juin 2019 à Joué les Tours en Indre et Loire.

Après s'être qualifiée au niveau du district, puis départemental, puis inter-académique, l'équipe minimales des filles du collège s'est qualifiée pour la finale nationale.

Le budget de l'opération a été évalué à 3 100 euros (déplacement, restauration, hébergement).

Le collège réaffirme à travers cette participation son attachement aux valeurs de citoyenneté, de solidarité et de dépassement de soi, lesquelles contribuent à la construction de la personnalité des adolescents qui leur sont confiés.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande et d'attribuer une subvention de 500 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'accorder au collège Jean Rostand (association « les Bruyères »), une subvention exceptionnelle de 500 euros pour contribuer au financement du déplacement de l'équipe féminine au championnat de France UNSS qui s'est déroulé les 5, 6 et 7 juin 2019 à Joué les Tours. »

Madame le Maire rappelle qu'une demande avait été faite l'an passé pour le même championnat. Elle ajoute que cette année, l'équipe a fini 5^{ème}.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 043/2019 – Subvention exceptionnelle association Western Dance.

Monsieur DUCASSE présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par l'association Western Dance d'une demande de subvention pour le financement d'un nouveau parquet dans le local du snack de la piscine.

Madame le Maire rappelle que l'association utilise ces locaux hors période estivale pour ses répétitions de danse. La commune lui met à disposition à titre gracieux.

L'association compte 71 licenciés.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'octroyer à l'association Western dance une subvention de 1 500 euros pour le financement d'un parquet au local utilisé pour les répétitions de danse. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

VIII – COMMISSION SENIORS :

Objet : N° 044/2019 – Subvention exceptionnelle pour l'association Loisirs en pays d'Albret.

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par l'association Loisirs en pays d'Albret d'une demande de subvention exceptionnelle pour l'organisation de son thé dansant annuel. Au cours de cette manifestation, l'association récolte des fonds pour l'amélioration de la vie quotidienne des résidents de l'EHPAD.

La manifestation se déroulera le 10 novembre prochain au centre d'animation de la Bartère. Le coût global de la soirée s'élève à environ 1000 euros.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande en octroyant une aide de 350 euros.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide d'accorder à l'association Loisirs en pays d'Albret une subvention exceptionnelle de 350 euros, pour contribuer au financement du thé dansant qui se déroulera le 10 novembre 2019. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

IX- AFFAIRES GENERALES :

Objet : N° 045/2019 – Sécurité publique – Demande de subvention au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIDPR).

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le Maire rappelle que la commune a souhaité mettre en œuvre un train de mesures destinées à améliorer la sécurité de la population en luttant contre les incivilités, les infractions et les délits.

Les mesures déjà engagées sont les suivantes :

- entretien avec madame le Procureur de la République,
- placement sous vidéo protection des bâtiments publics, notamment ceux mis à la disposition des associations,
- recrutement d'un agent de police municipale supplémentaire pour la saison estivale,
- engagement d'un agent de sécurité privé maître-chien en ville, effectuant des rondes de nuit en ville, pour la saison estivale, avec possible extension aux autres périodes de l'année.

Madame le Maire a également souhaité que l'on installe une vidéo surveillance de la voie publique, ainsi qu'un dispositif de protection spécifique à l'école Samazeuilh (occultation fenêtres, contrôle d'accès), en partenariat avec la gendarmerie et la Préfecture.

Le coût prévisionnel total des investissements s'élève à 26 473,77 euros TTC. Madame le Maire propose de solliciter auprès de l'Etat une subvention de 50 % au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIDPR). Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Dépenses (en euros TTC)	Recettes (en euros)
Vidéo surveillance domaine public ...13 371,60 Sécurisation école Samazeuilh.....13 102,17	Commune autofinancement....13 237,77 Etat (FIPDR) 50%.....13 236
TOTAL 26 473,77	TOTAL 26 473,77

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de prévoir l'installation d'une vidéo surveillance de la voie publique et un dispositif de protection de l'école Samazeuilh,
- de solliciter une subvention de 50 % auprès de l'Etat, au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (FIDPR),
- de prélever les crédits nécessaires sur le budget primitif,
- d'autoriser madame le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette décision. »

Madame le Maire ne revient pas sur ce rapport abordé avec les gendarmes en début de séance. Elle souhaite juste répondre à la question de madame Vidal, concernant l'école Samazeuilh. L'Inspection académique a réalisé un audit de sécurité des écoles avec des préconisations. Des travaux ont été réalisés au sein de l'école maternelle par les services techniques. Pour l'école Samazeuilh, des investissements sont à prévoir, ce qui justifie cette demande de subvention

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 046/2019 – Protocole « participation citoyenne ».

Madame le Maire précise que ce rapport a été adopté au début de la séance.

Objet : N° 047/2019 – Adoption de la charte informatique de la collectivité.

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Dans le contexte général de protection des données numériques et afin de limiter les responsabilités pénales et civiles, le responsable du service informatique de la collectivité a élaboré en lien avec le DGS et le DPD (Délégué à la Protection des Données représenté par le CDG47) une charte informatique à destination des agents et utilisateurs des ressources informatiques et de télécommunications de la collectivité. Cette charte est obligatoire dès lors que la collectivité collecte des données à caractère personnel sur les agents et les administrés ; elle respecte les principes de discussion collective, de transparence et de proportionnalité fixés par le code du travail.

Madame le Maire propose d'adopter cette charte informatique.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la loi n° 78-17 du 06/01/1978, modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n°88-19 du 05/01/1988, modifiée, relative à la fraude informatique ;

Vu la loi n°92-597 du 01/07/1992, modifiée, relative au code de la propriété intellectuelle ;

Vu la loi n°2004-575 du 21/07/2004, modifiée, pour la confiance dans l'économie Numérique ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (dite « RGPD ») ;

Considérant l'avis favorable émis par le Comité Technique au procès-verbal du 23 mai 2019,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- d'adopter la charte informatique dans une démarche de mise en conformité avec le Règlement Général pour la Protection des Données.
- de la rendre opposable auprès des agents et utilisateurs des ressources informatiques et de télécommunications de la collectivité. »

Madame le Maire remercie monsieur Campredon pour ce travail.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 048/2019 – Création de postes suite aux avancements de grade 2019 du personnel communal

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« Madame le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade et les promotions internes. En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique.

Pour donner suite à l'avancement de plusieurs agents, Madame le Maire propose de créer :

- un emploi de la filière administrative à temps complet, dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
- un emploi de la filière animation à temps complet, dans le cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux au grade d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe,
- trois emplois de la filière sociale à temps complet, dans le cadre d'emploi des agents sociaux territoriaux au grade d'agent social principal de 2^{ème} classe.

Madame le Maire précise que ces créations de poste ne déboucheront sur aucun recrutement nouveau.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide :

- de créer un emploi de la filière administrative à temps complet, dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 3 et que l'effectif nouveau sera de 4.
- de créer un emploi de la filière animation à temps complet, dans le cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux, au grade d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 0 et que l'effectif nouveau sera de 1.
- de créer trois emplois de la filière sociale à temps complet, dans le cadre d'emploi des agents sociaux territoriaux, au grade d'agent social principal de 2^{ème} classe,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 0 et que l'effectif nouveau sera de 3. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Objet : N° 049/2019 – Décisions prises par délégation du Conseil Municipal.

Monsieur BOLDINI présente le rapport suivant :

« Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 16 février 2017.

1°) Marchés publics

TRAVAUX DE LA SECONDE PLAGE DU LAC DE CLARENS – MARCHES SIGNES LE 27 05 2019

VRD ET RESEAUX :

VOIRIES ET RESEAUX DIVERS	LASSUS	14 547 € TTC
TERRASSES ET CHEMINEMENTS BOIS	GOACOLOU	26 495 € TTC

BATIMENT ACCUEIL ET POSTE DE SECOURS AU LAC DE CLARENS :

- VRD	LASSUS	31 853 € TTC
- OSSATURE BOIS/CHARPENTE	GOACOLOU	56 922 € TTC
- MENUISERIES SERRURERIES CLOTURES	SUDIRO	15 596 € TTC
- PLATERIE ISOLATION FAUX PLAFONDSCAPSTYLE		4 730 € TTC
- CARRELAGE FAIENCES	CAPSTYLE	6 000 € TTC
- PLOMBERIE SANITAIRES VENTILATIONRIGO		12 172 € TTC
- ELECTRICITE COURANT FORT/FAIBLE	ROCHAS	9 656 € TTC

ACHAT D'UN VEHICULE POUR LES ESPACES VERTS (signature le 05 06 2019)

AUTOMOBILES PORTES DES LANDES	12 131 € TTC
-------------------------------	--------------

TERRASSEMENT POUR INSTALLATION DES ARENES (signature le 04 06 2019)

BORDIN	13 611 € TTC
--------	--------------

MAITRISE D'ŒUVRE POUR L'ETUDE DE PROGRAMMATION DE LA MEDIATHEQUE (signature le 29 04 2019)

CABINET EMERGENCES SURD	22 992 € TTC
-------------------------	--------------

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (signature le 16 04 2019)

LES ARTISANS CONSEILS	19 500 € TTC
-----------------------	--------------

ACHAT D'UN PODIUM MOBILE POUR LE SERVICE FESTIVITES (signature le 24 05 2019)

CARROSSERIE SORIN (44330 MOUZILLON)		33 000 € TTC
CLOTURES LAC NOUVELLE PLAGE	LHERISSON	17 222 € TTC
RESEAUX LAC NOUVELLE PLAGE	ORANGE ET EAU 47	17 344 € TTC
PASSERELLE SUR L'AVANCE	GOACOLOU	22 786 € TTC

2°) Concessions dans le cimetière communal :

Parcelle dans cimetière :

Bénéficiaire : Mme LUCOTTE Sylvette

Durée : perpétuelle

Date : 14 Mars 2019

Bénéficiaires : M. CECCHETTO Robert et Mme LEVEILLÉ Solange

Durée : perpétuelle

Date : 15 Mars 2019

Bénéficiaires : M. Mme DELUCHAT Serge et Chantal

Durée : perpétuelle

Date : 26 Mars 2019

Bénéficiaires : M. Mme GALLISSAIRES René et Marguerite

Durée : perpétuelle

Date : 03 Mai 2019

Bénéficiaire : M. BODA Frédéric

Durée : perpétuelle

Date : 16 Mai 2019

– Cellule dans l'espace funéraire :

Bénéficiaire : Mme BRAULT Eliane

Durée : 30 ans

Date : 03 Mai 2019 »

L'assemblée prend acte de ce rapport.

X- QUESTIONS DIVERSES :

Madame Vidal souhaite savoir si des dispositions ont été prises pour soutenir un agent de la collectivité qui se trouve dans une très grave situation.

Madame le Maire explique que son temps de travail a été aménagé, qu'il bénéficie d'une grande flexibilité et que d'autres actions privées et personnelles ont été mises en œuvre.

Madame le Maire rappelle que l'inauguration de la rue Saint-Raphaël aura lieu vendredi à 19 heures. Le bar restaurant Los Tios offrira à cette occasion un apéritif.

Madame le Maire précise qu'il y aura un autre Conseil municipal au mois de juillet.

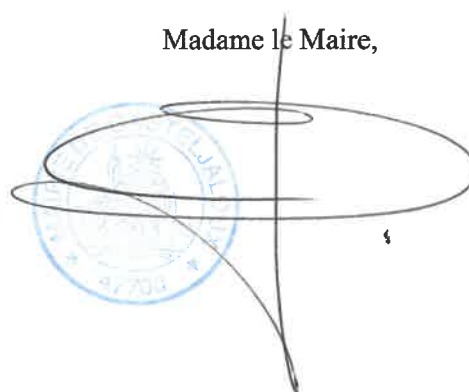
Monsieur Remaut demande si la deuxième plage du lac sera ouverte dans les temps.

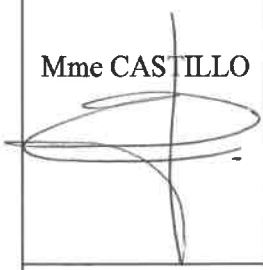
Il lui est précisé qu'elle doit ouvrir le 5 juillet 2019. Monsieur Doucet en profite pour rendre hommage aux entreprises qui ont consenti de très gros efforts sur ce chantier.

Madame le Maire lève la séance à 20h45.

Le Secrétaire de Séance,

Madame le Maire,



Mme CASTILLO 	M. BOLDINI	Mme FRAUCIEL	M. DOUCET	M.DUCASSE
Mme DA COSTA FREITAS	Mme ABADIA	Mme MULET	Mme TAUZIN	Mme COULON
M. PHILIPPE	M. TERMES	M REMAUD	Mme ZANETTE	Mme COSTA
Mme GIRARD	M LANZUTTI	Mme VIDAL		